

+33 (0)4 67 15 84 24

+33 (0)6 18 51 95 71

Christian.Lagarde@univ-montp1.fr

N/Réf. CL/CA

Le Doyen

**CONSEIL de la FACULTE
des SCIENCES ECONOMIQUES
Procès-verbal de la séance du 9 juillet 2008**

25 présents ou représentés sur 39 membres en exercice

Étaient présents ou représentés :

M. BARANES®(M. POUDOU), M. BOISSON, M. CHEIKBOSSIAN®(M. LAGARDE), M. DELANDE®(M. SOL), M. DUMAS, M. GARRABE, M. PERCEBOIS, M. SERRA, M. WILLINGER®(M. SERRA), M. BARRERE, Mme CLEMENT®(M. MIRABEL), M. DAURES, M. LAGARDE, M. MIRABEL, M. POUDOU, M. SALA®(M. DAURES), M. SOL, Mme WALLISER, Mme ASCENCIO-SERVENT, Mme TAIEB, M. BIZID, M. BIASETTI®(M. MIRABEL), M. BOUILLE®(M. BARRERE), M. SANCHO, M. THERON®(M. GARRABE)

Assistait au Conseil : Mme Joëlle RIGAL responsable administratif

Ordre du jour

- 1 – Informations générales
- 2 – Modifications de l'ordre du jour et appel à questions diverses
- 3 – Approbation du Procès Verbal de la séance du 28 avril 2008
- 4 – Délibération budgétaire modificative
- 5 – Proposition pour le remplacement d'une personnalité extérieure
- 6 – Règlement des examens
- 7 – Convention avec le Lycée Joffre
- 8 – Mise en place d'une formation. Aide à l'insertion professionnelle
- 9 – Convention machine à café
- 10 – Accord de principe sur la location de salles de l'U.F.R. : salle du Conseil – Salles informatiques – Salles banalisées + Tarifs
- 11 – Proposition d'affectation des services

La séance est ouverte à 14 H 10

Point 1 de l'ordre du jour : Informations générales

M. Christian LAGARDE se réjouit des résultats des habilitations : avec trois créations, la Faculté voit son offre master significativement enrichie.

On peut évidemment regretter que la notification intervienne si tardivement, deux masters n'ouvriront cette année qu'au niveau M1, seule la spécialité finance de marché et analyse du risque ouvrira en M1 et en M2 dès cette année. Le retard dans les habilitations, couplé au fait que le ministère va demander les remontées des offres de formation un an plus tôt c'est-à-dire en novembre 2009, nous impose de préparer dès l'année prochaine la prochaine offre de formation. Il est évident que, si des améliorations peuvent être apportées, il ne saurait y avoir de profond remaniement.

Mme Joëlle RIGAL indique que, en raison de la procédure de défiscalisation, les H.C. des D.U. seront dorénavant payées fin juillet, comme les H.C. des D.N.. Cette mesure ne concerne pas les intervenants extérieurs.

Point 2 de l'ordre du jour : Questions diverses.

M. Mohamed Akrem BIZID pose trois questions :

- 1) Est-il possible d'ouvrir la scolarité une après-midi par semaine (en remplacement d'une matinée) ?
- 2) Peut-on mettre en place un système de compensation en L1 et en L2 ?
- 3) Peut-on accorder une subvention à l'Association Sportive pour l'année 2008 – 2009.

M. Jean-Louis SOL pose trois questions :

- 1) Comment faire pour que les étudiants ne maîtrisant pas bien le français ne considèrent pas que l'inscription en Sciences Economiques signifie qu'il sera tenu compte de leur mauvaise maîtrise de la langue dans la notation.
- 2) Est-il possible d'obtenir un aide logistique pour scanner les cours afin de le mettre en ligne.
- 3) Peut-on avoir un poste informatique en libre service pour les enseignants ?

Point 3 de l'ordre du jour : Approbation du Procès Verbal de la séance du 28 avril 2008.

M. Christian LAGARDE propose le compte rendu aux membres du conseil. Aucune demande de modification ne se manifestant, le Procès Verbal est soumis aux voix des membres du conseil. Le Procès Verbal de la séance du 28 avril 2008 est adopté à l'**unanimité**.

Point 4 de l'ordre du jour : Délibération budgétaire modificative.

M. Christian LAGARDE présente la DBM, qui concerne la répartition des reliquats. Cette DBM correspond à un projet d'équipement des salles en matériel informatique, d'un montant de 30 998,00 €. Ce projet permettra d'avoir 5 salles informatique parfaitement équipées.

La DBM est soumise au vote. Elle est adoptée à **l'unanimité**.

Point 5 de l'ordre du jour : Proposition pour le remplacement d'une personnalité extérieure.

M. Christian LAGARDE donne la parole à M. François MIRABEL, qui propose la candidature de M. Rémi PLANTON, consultant en ressources humaines à l'APEC Montpellier. M. MIRABEL indique que cette proposition s'inscrit dans le cadre de l'insertion professionnelle des étudiants ; il souligne que cette dimension est devenue une préoccupation du ministère et que la Faculté, en liaison avec l'Université, mettra en place des actions dans ce sens.

M. Jean-Marie BOISSON indique que les liens avec le pôle agro sont également importants, il souhaite que cette dimension soit prise en compte lors du prochain choix de personnalité extérieure.

La proposition d'accepter la candidature de M. Rémi PLANTON est soumise au vote ; elle est adoptée à **l'unanimité**.

Point 6 de l'ordre du jour : Règlement des examens.

M. Christian LAGARDE rappelle que, conformément aux lois et règlement en vigueur, depuis l'année 2007/2008, les travaux dirigés font l'objet d'une deuxième session. L'année dernière, les étudiants pouvaient conserver les notes de travaux dirigés inférieures à la moyenne ; cela impliquait une démarche de renoncement volontaire très compliquée à mettre en œuvre. M. Christian LAGARDE propose que, comme pour les CM, les notes de T.D. soient conservables à 10. Les étudiants devront repasser en deuxième session les notes de T.D. des U.E. non capitalisées inférieures à 10. Bien entendu, comme pour les CM, il sera toujours possible de renoncer à une note supérieure à 10.

M. Mohamed Akrem BIZID souhaite que les étudiants puissent conserver les notes inférieures à 10 ; dans certaines matières les notes d'examen terminal sont très inférieures aux notes de T.D. et la mesure proposée pénalisera les étudiants.

Un débat s'engage sur les modalités de renoncement aux notes supérieures à la moyenne. Il apparaît que la seule solution conforme aux dispositions légales et réglementaires est de retenir, dans tous les cas, la note de seconde session.

La proposition que les notes de travaux dirigés soient conservables à 10, le tableau des modalités de contrôle et le calendrier des inscriptions aux examens et des renoncements à une note de 1^{ère} session sont soumis au vote ; ils sont adoptés **(24 voix pour, une voix contre)**.

Point 7 de l'ordre du jour : Convention avec le Lycée Joffre.

M. Christian LAGARDE présente le projet de convention, qui concerne les classes préparatoires HEC.

Cette convention permettra aux étudiants ayant suivi un an en classe préparatoire HEC et ayant obtenu un avis favorable du conseil de classe d'entrer directement en L2, respectivement en L3 pour ceux qui ont suivi une scolarité de deux ans en classe préparatoire HEC.

Le projet de convention est soumis au vote ; il est adopté à **l'unanimité**.

Point 8 de l'ordre du jour : Mise en place d'une formation aide à l'insertion professionnelle.

M. François MIRABEL présente le projet, initié par le SCUIO, d'une formation d'aide à l'insertion professionnelle destinée aux étudiants de L3. Dans un premier temps, à titre expérimental, cette formation concernera 40 étudiants de L3. Les premiers arrivés seront les premiers servis. A terme, si cette expérience est probante, une UE intégrée à la maquette des enseignements peut être envisagée.

M. Mohamed Akrem BIZID demande s'il ne serait pas plus opportun de positionner cette formation au L2, de façon à permettre aux étudiants de mieux s'orienter. M. François MIRABEL répond que le but n'est pas de permettre l'orientation des étudiants, mais de leur permettre de maîtriser un certain nombre d'outils essentiels dans la recherche d'emploi.

La mise en place d'une formation d'aide à l'insertion professionnelle pour deux groupes de 20 étudiants en L3 est soumise au vote, elle est adoptée à **l'unanimité**.

Point 9 de l'ordre du jour : Convention machine à café.

Mme Joëlle RIGAL présente la convention avec la Société M.D.A. B.A.P., qui, après appel d'offre, a eu le marché. Il s'agit de la reconduction de la convention existante.

Cette convention est soumise au vote, elle est adoptée à **l'unanimité**.

Point 10 de l'ordre du jour : Tarif de location des salles de l'U.F.R..

Mme Joëlle RIGAL indique que, jusqu'à présent, l'U.F.R. disposait de tarifs pour la location des amphithéâtres, mais pas pour la location des salles. Mme RIGAL souligne que les tarifs proposés s'inspirent de ceux pratiqués par les autres composantes et ont obtenu l'accord du SAIC.

Les tarifs sont soumis au vote, ils sont adoptés à **l'unanimité**.

Point 11 de l'ordre du jour : Proposition d'affectation des services.

M. Christian LAGARDE présente les propositions d'affectation des services, jusqu'au M1, dans l'U.F.R., tels qu'ils résultent des vœux exprimés et des règles en vigueur dans l'U.F.R..

Cette proposition est soumise au vote ; elle est adoptée à **l'unanimité**.

Réponses aux questions diverses.

M. Christian LAGARDE répond que la proposition d'ouvrir la scolarité certains après-midi, plutôt que le matin sera soumise à l'administration.

A la question de la compensation en L1 et L2, M. Christian LAGARDE répond qu'il s'agit d'une politique d'établissement et que la question doit être posée au CEVU puis au CA de l'Université.

A la question de l'octroi d'une subvention à l'association sportive pour l'année 2008/2009, Christian LAGARDE répond que le conseil examinera toute proposition concrète.

A la question relative à l'insistance de certains étudiants sur la nécessité de tenir compte de leur niveau de maîtrise du français dans la notation (afin qu'ils ne soient pas pénalisés par un faible niveau de langue), M. Alain BARRERE fait remarquer que l'admission à s'inscrire à une année est une **décision administrative fût-elle instruite** (notamment dans le cas d'équivalences) sur la base, ou même seulement à la suite, d'un avis pédagogique. Alors que l'évaluation d'une épreuve d'examen est une **décision pédagogique**, dût-elle devenir constitutive, une fois validée dans le cadre d'un jury, d'un acte administratif.

A la question relative à la mise en ligne des cours, M. Christian LAGARDE répond que l'Université n'a pas prévu de secrétariat pour mettre sous forme numérique les documents qui n'existent que sous format papier (supports de cours, dossiers de T.D. etc...) ; M. Jean-Louis SOL déplore cet état de fait et indique qu'il passera par un site privé.

A la question relative à la mise à disposition des enseignants d'un ordinateur leur permettant de consulter leur messagerie soit en cas de panne de leur machine, soit parce que, ne faisant pas partie d'un labo, ils en sont dépourvu, M. Christian LAGARDE répond que cela sera le cas début octobre.

A 15 H 45, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.